



Projet

d'Action et de Développement

2017 - 2021



I. Avec « La jeunesse », toutes « les » jeunesses...

Nous écrivions en 2011 notre inquiétude pour la jeunesse. 6 ans après la situation mérite encore plus notre attention. Le manque de perspective et souvent l'absence de dialogue renforcent les tensions et fragilisent de nombreux jeunes. Pourtant ils ont la vie devant eux, ils peuvent voyager plus que leurs parents, aborder le monde avec les nouvelles technologies, ils vont plus nombreux et plus longtemps à l'école. Mais cela suffit-il ?

Non ! Car il y a un besoin d'accompagnement, d'écoute, de transmission de valeurs et repères, de place pour qu'ils puissent être acteurs et exister dans ce monde.

- Nous avons avec le BAFA, un outil de citoyenneté extrêmement efficace, il nous faut le conforter, continuer à améliorer les contenus, former des formateurs et les mobiliser.
- Avec la mise en place du Foyer d'insertion et le Point d'Accueil et Écoute Jeunes nous contribuons aux réponses publiques pour les jeunes qui ont besoin de soutiens et d'expérimentations à partager. Nous devons poursuivre ces actions et surtout contribuer aux espaces d'élaboration de la décision publique pour apporter notre expérience.
- Nous développons des actions d'éducation et de cohésion sociale avec les séjours pour les ados et enfants, les festivals du film, de jeux, de contes...Continuons !
- Nous développons l'éducation à l'image, la prévention des risques Jeunes et Médias, des initiatives pour l'égalité Filles / Garçons... faire vivre des valeurs de responsabilité, de vivre ensemble et protéger notre jeunesse.
- Nous accompagnons des jeunes dans leurs projets personnels et professionnels sur les missions de Volontaires, d'Emplois d'avenir.
- Pour accueillir des jeunes dans l'association, leur confier des responsabilités, nous devons conforter et renforcer nos espaces de formation (internes, militantes, continues ...).
- Nous devons contribuer dans des actions adaptées à la préparation des jeunes pour leur mobilité d'étude, de travail, de projet de vie.

II. Valoriser les relations inter-génération

Nos expériences de stages BAFA ou de formations professionnelles qui réunissent plusieurs générations vivant ensemble une aventure commune, nous invitent à multiplier ces rencontres inter-génération et nous permettent aussi de co-construire des démarches et des outils.

Les accompagnements familiaux au PAEJ, les expérimentations parents-enfants en ACM, les projets d'actions jeunes et parents (films, jeux, contes, ...) ou les animations parentalité qui les associent, ... constituent des moyens pour l'inter-générationnel. Elles sont riches pour que les uns apprennent des autres.

Nous pourrions aller plus loin en associant des jeunes relais dans la prévention des risques (médias, sexualité, violences, ...) qui s'adresseraient aux jeunes et aux adultes.

Dans le cadre de la prise en charge du foyer d'Insertion des liens sont à travailler entre le jeune résident et sa famille, souvent nous sommes confrontés à des jeunes en rupture seule et familiale.

Nous devons viser de rétablir un dialogue entre le jeune et sa famille

Notre attention doit être permanente dans notre activité.

III. La parentalité, parce que rien n'est possible sans les parents !

La famille réduite aux parents et aux enfants est une transformation sociétale récente sur notre territoire est accentuée par cette société de consommation et la propriété privée des espaces qui sont devenus la règle. L'enfant devenu sujet avec ses besoins d'écoute, de respect de ses droits fondamentaux, de sa protection, de sa capacité à s'émanciper petit à petit pour réussir à l'école et dans la vie... voilà de nouveaux enjeux qui changent la manière de voir l'autorité.

Mais le socle reste le même : les parents, les adultes lui doivent protection, sécurité affective, morale et physique, encadrement et transmission de valeurs et de repères. Pour qu'il grandisse avec responsabilité et en respectant les autres, en participant à la vie collective et en assumant sa part de travail pour ses études et pour la maison. Il n'a donc pas « que des droits » mais il doit également apprendre le respect des ses pairs et des adultes, puis en fonction de son âge prendre des responsabilités plus importantes.

Cette autorité, est plus que nécessaire, certes complexe mais tellement plus riche ! Aucun de nous ne peut prétendre tout savoir. Il y a donc besoin d'agir et d'y réfléchir ensemble !

Notre projet d'animation à la Parentalité, notre action pour les droits de l'enfant JADE, sont d'actualité et du confère sa légitimité. Il y a besoin de réaffirmer des valeurs sociales et éducatives, de les partager et pour permettre aux adultes de s'en emparer et de mieux agir.

IV. Valoriser les langues maternelles, la culture et aborder les nouveaux enjeux sociaux

Ces langues sont vivantes mais pourront-elles le rester si elles sont marginalisées ? C'est un enjeu culturel, identitaire, social et éducatif.

Se donner les moyens d'un véritable enseignement des langues est donc indispensable. L'école publique doit faire beaucoup mieux !

Il est constaté que de nombreux jeunes perdent cette maîtrise, les basiques mêmes de leurs langues maternelles, au moins partiellement. Le fait de leur nier la pratique ou de la dévaloriser, dès leur plus jeune âge est une cause importante de cette situation. Comme il est vrai que peu d'appui est pris sur les pratiques culturelles, artisanales ou de tradition orales dans l'éducation. Pour notre part nous abordons dans tous nos espaces de formation les deux langues maternelles et nous travaillons sur le sens, les concepts, les expressions qui enrichissent ce patrimoine.

Nos animations, nos productions audiovisuelles, prennent en compte le Kibushi et le Shimaoré. Nous produisons des outils pédagogiques (contes, jeux, fichiers chants,...) reprenant ces pratiques. De même que nous les valorisons dans les formations ou actions.

Dans le même temps, il nous faut prendre en compte les nouveaux enjeux nés de la mondialisation, de la société de consommation et des exigences technologiques.

Mais là aussi ils posent la question d'identité si nous voulons refuser la simple colonisation par un modèle extérieur et favoriser une interactivité.

L'environnement et une approche citoyenne du développement durable demande par exemple de prendre en compte les nouveaux modes de vie, les besoins en agriculture, en économie d'énergie ou ressource en eau.

Pour cela il faut créer des démarches pédagogiques et éducatives spécifiques au territoire et ne pas se satisfaire des recommandations préventives parfois décalées. Il s'agit de construire une culture commune qui intègre les pratiques et les exigences nouvelles.

L'arrivée massive des médias et nouvelles technologies demande une mobilisation pour développer des capacités critiques, la connaissance des risques sur les réseaux sociaux, les droits à l'image et à la protection des personnes. Cela en mêlant pratiques d'ateliers d'éducation à l'image, des formations et de l'information pour le grand public, productions locales et découvertes de pratiques et films d'ailleurs. Aider les adultes à comprendre ces nouvelles pratiques pour qu'ils puissent accompagner les jeunes en acteurs éducatifs.

Les rencontres d'artistes, les ateliers de créations, la diffusion de productions d'ici et d'ailleurs (jeux, films, contes, musiques, ...) doivent se poursuivre pour s'ouvrir au monde et permettre ces liens et dialogues avec la culture locale.

La culture scientifique est devenue une nécessité pour l'accès aux formations et à la compréhension du monde. Appréhender la complexité, la logique, l'expérimentation et le raisonnement, voilà un autre enjeu local et mondialisé à la fois.

V. Diversifier les temps et les formes d'éducation

Il y a de la place pour une éducation basée sur la libre adhésion, l'approche ludique avec moins de contraintes et de résultats attendus en restant exigeants sur les moyens, la qualité et les propositions.

Ces temps péri ou extra scolaires sont très importants, ils permettent une approche du milieu avec des activités liées à la nature, la découverte de son environnement, des ressources locales. Ils peuvent permettre d'aborder la culture scientifique, l'expérience de vie en groupe, jouer avec les différents éléments naturels, l'eau, l'air, la mécanique, la logique, les mots, l'expression.

La pratique d'activités d'expression, physiques et ludiques y côtoie des temps de socialisation collective, des échanges et la rencontre d'enfants ou de jeunes d'autres villages. Jouer, conter, dessiner, créer ... se combine avec lire, compter, comprendre, choisir, argumenter...

Ces activités contribuent au développement de la personne et à son autonomie donc à son éducation permanente.

Ce pendant, pour l'enfant il est important de penser au temps libéré ou familial, car les contraintes sont fortes (école publique, périscolaire, école coranique, ...). L'attention doit donc être portée d'abord à l'enfant, ses besoins, son développement.

En investissant depuis 25 ans l'animation, par la formation et l'organisation d'actions dans et avec les villages, les centres de loisirs, les associations et d'événements populaires, les Ceméa réaffirment leur parti pris d'une « éducation populaire d'actualité ! »

VI. Une île dans un océan, dans le monde

Les Ceméa sont présents à Madagascar, La Réunion, Maurice, aux Seychelles et ont des contacts avec des partenaires dans l'Union des Comores. Le monde est maintenant à portée de nous, et les enjeux éducatifs traversent les mers et les frontières. Il existe des personnes engagées dans chaque pays. Et ce monde ne se résume pas à l'Europe mais comprend 5 continents et qu'il est vaste. Nous devons offrir à notre jeunesse une vision plus large, plus ouverte, plus solidaire et coopérative. Si Mayotte est un petit territoire, sa jeunesse vaut celle des autres pays, elle aspire aussi à la mobilité et à l'échange qui ne peuvent se résumer qu'à la seule vision d'Internet.

Nous devons développer des projets de mobilité avec nos stagiaires, nos militants pour favoriser les échanges interculturels et mobiliser les acteurs de l'éducation nouvelle sur des projets ouverts sur le monde.

Nous projetons des échanges européens en nous inscrivant pleinement dans les projets Erasmus.

Les Ceméa s'engagent dans des projets partagés dans la zone Océan indien. Et pour cela ils construisent un projet de zone entre les associations Ceméa de Mayotte et de la Réunion. Une base pour des projets élargis aux autres îles et pays.

Ce projet de zone est un véritable plan d'action financé annuellement (cf Annexe 1).

VII. Militer est notre pratique

Créer des rencontres et du réseau est un moyen

Il n'y a pas de prestation de service du point de vue Ceméa, nous ne sommes pas des opérateurs.

Les partenariats se construisent à partir d'un besoin, d'un enjeu, d'une question. Mais ils demandent de co agir.

C'est là qu'il y a un travail très important à faire pour nous. Combien d'agents de services publics, de responsables associatifs, font appel à nous pour que nous « intervenions ». Avec au final un rôle de spectateurs pour eux et rôle de prestataire pour nous. C'est sûrement un des aspects qui pourrait nous mettre en échec sur les résultats attendus de notre activité. Nous devons réaffirmer ce principe de la co production, de l'accompagnement et de la diffusion de pratiques autonomes.

Pour cela nous devrions porter un effort plus important sur la formation de volontaires et personnes engagées, délivrer des attestations de formation comme outil d'amélioration de la communication sur nos modalités d'intervention, les réussites et les résultats décevants.

Nous devons améliorer l'accueil de nouveaux militants, développer des espaces réguliers d'échanges et de pratiques d'activités dans nos locaux et à l'extérieur pour faire connaître notre mouvement et nos valeurs, mais aussi fédérer de nouveaux militants autour de notre projet.

Nous devons développer notre base militante donc les adhésions, l'accueil de nouveaux acteurs et leurs accompagnements.

VIII. Les droits sont au cœur du progrès social

Les bouleversements sociaux de ces dernières années, l'apparition d'une grande pauvreté alors que Mayotte a un niveau de vie plus important en moyenne, la pression migratoire, un accès aux services inégal et une partie des enfants sans écoles et parfois sans adultes référents... appellent à une mobilisation plus importante de toute la société. Bien sur les élus ont la première place à prendre avec les services de l'état. Mais les autres composantes de la société doivent être associées aux propositions et aux décisions.

Car sans une société plus juste, plus solidaire, plus optimiste, comment rendre possible une éducation qui porte l'avenir et l'espérance de la jeunesse. Nos implications pour faire partager les enjeux d'égalité, de citoyenneté, de laïcité, de non discrimination, du vivre ensemble, des relations inter villages, ne sont pas ponctuelles ou opportunistes elles font partie de notre projet global.

Des enjeux éducatifs sont identifiés :

- La lutte contre les discriminations.
- le droit et la responsabilité des enfants, des jeunes et des parents.
- L'égalité filles/garçons.
- L'éducation aux médias.
- La prévention des risques de ruptures et de violences.
- La promotion de la paix.

Autant d'axes de progrès démocratiques et sociaux pour lesquels, les déclarations ne suffisent pas. Les Ceméa participent et contribuent dans les lieux de réflexion, apportent leur expérience, leur connaissance du terrain éducatif et social. Ils portent dans leur activité cette permanence de leur engagement pour que l'éducation contribue à une vie meilleure. Ils continueront de le faire.

IX. La formation est un moteur pour la société et pour l'individu

Les formations volontaires et professionnelles sont deux piliers des transformations sociales. Avec le BAFA/BAFD, les stages de formations continue, les actions « parentalité », l'accompagnement des associations ou groupes de jeunes et adultes engagés, les formations/actions, la préparation des diplômes professionnels, ... visent plusieurs objectifs :

- Mobiliser des acteurs de différents statuts et âges, autonomes, responsables et preneurs d'initiatives. Des passeurs éducatifs.
- Contribuer à construire un réseau éducatif renforcé et diversifié sur le territoire.
- Permettre à chaque individu de construire son projet personnel ou professionnel.

Nous disons : « Former » car il ne s'agit pas pour nous d'un mot banal. Notre ancrage dans l'éducation nouvelle nous renforce dans cet objectif de formation tout au long de la vie.

Se former : c'est apprendre des autres de son expérience, des apprentissages et connaissances. L'interactivité est le cœur, l'agir est le moteur.

C'est pourquoi nous avons des partis pris comme l'internat pour le BAFA et le BAFD, l'alternance pour la formation professionnelles, la démarche de formation et action, pour les actions territoriales, la participation dans la parentalité, les mixités dans les groupes, la formation permanente de nos formateurs.

X. Développer et structurer l'offre éducative

L'animation est au cœur de notre engagement depuis 25 ans. Mais il arrive des moments de questionnements, voire de découragement car d'année en année des dispositifs se créent et disparaissent, peu de communes ont stabilisé des équipes d'animation et créé des services structurés.

Les financements, les infrastructures restent très loin derrière les besoins.

Alors nous demandons pour :

Créer des projets éducatifs de territoire cohérents et permettant aux associations, aux citoyens volontaires de s'y investir. Il s'agit de rassembler tous les dispositifs et structures disséminées par les dispositifs (Plan santé jeunes, PIJ, Prévention, Médiation, Services périscolaires, Animation, Omjs, Cclej....).

Créer les postes d'encadrement, bâtir des projets éducatifs locaux, structurer les financements - que l'état et ses différents ministères ; les collectivités locales ; la Csm ; s'associent réellement.

Développer des projets structurants - Des conventions pluri annuelles et des contrats d'objectifs sont nécessaires. Des contrats enfance ou jeunesse ont été le moteur des développements de projets en métropole et dans des DOM, pourquoi Mayotte resterait-elle sans ces possibilités ?

Développer des infrastructures nécessaires : de prendre en compte dans les projets d'investissement d'équipements pour les activités - Par exemple,

- dans les établissements scolaires (écoles, collèges, lycées) qui sont libérés plus de 4 mois par an, pourraient avec quelques aménagements mineurs être ouverts à des ACM ou stages socio-culturels, BAFA-BAFD.
- des plateaux et espaces avec couvertures légères et toilettes pourraient suffire à développer des activités régulières.
- des travaux de rénovation dans les MJC pourraient permettre d'accueillir des activités pour l'enfance et la jeunesse, des ateliers Épermanents de pratiques culturelles.

Avec les acteurs éducatifs associatif et public, nous devons :

Œuvrer à la création d'espaces de ressources et de rencontres pour les animateurs et acteurs jeunesse, avec des outils collaboratifs, de la documentation, des temps échanges et de partages de pratiques, contribueraient à la qualification d'une profession en essor. Cela permettrait aussi la mobilisation de volontaires jeunes ou moins jeunes qui désirent s'investir dans l'éducation.

Nous voulons créer les conditions de dialogue avec les pouvoirs publics, de manière collective.



PRAD 2017-2021

Le développement des CEMÉA dans la zone Océan Indien

« *Se réunir est un début, rester ensemble est un progrès, **travailler ensemble est la réussite** ».*

Dans l'océan indien, nous sommes 2 associations territoriales à la Réunion et à Mayotte. Nous avons également, les Ceméa à Madagascar et des associations partenaires aux Seychelles et à l'île Maurice, dans le cadre de la FICEMÉA.

Après nos échanges en 2016, sur la formation BAFA BAFD, le FFE, la formation Pro, les JADE, l'anniversaire des Ceméa en 2017, la formation avec A. Sirota, ...

Nous réaffirmons encore une fois dans le nouveau PRAD 2017-2020, notre volonté d'aller plus loin dans notre détermination à travailler ensemble et développer notre politique de zone qui doit intégrer cette dimension régionale.

Comme son nom l'indique, le projet veut rapprocher nos militants et créer des espaces communs pour notre mouvement.

Notre projet doit donner ainsi à chacun une image claire qui fait sens au quotidien de notre engagement ; des dynamiques permettant de partager des activités porteuses de sens et donnant une vision globale des valeurs qui sont les nôtres et de nos ambitions.

Nous avons envie de réussir, pour un développement partagé, nous avons donc un but commun, des objectifs pour un projet fédérateur.

Il s'agit d'unifier les militants de nos associations dans un même mouvement, à la fois avec une vision globale à plus long terme, et portant des valeurs communes.

L'interculturalité est un enjeu majeur pour nos territoires du fait des échanges avec les pays et les îles de la zone Océan Indien. Les différences culturelles, la peur du changement sont à l'origine de phénomènes d'attraction et de répulsion. Il faut donc bâtir rapidement des ponts pour qu'à travers des actions éducatives et de mutualisation des moyens l'accent soit mis sur la richesse des échanges.

De la même manière, nous devons préparer nos jeunes qui choisissent la mobilité à vivre l'interculturalité comme un atout de développement et non une contrainte.

La question des échanges dans notre zone doit continuer à exister et prendre corps dans nos actions, nos partenariats et nos formations.

Les relations entre nos AT doivent être particulièrement renforcées, et les projets communs développés. Cela constitue aussi un point d'appui pour les échanges plus large dans la région. Cela demande de définir des actions opérationnelles porteuses de sens.

Nous retenons les perspectives suivantes en vue de l'élaboration de notre politique de zone commune.

Vie du Mouvement

- Créer des échanges entre nos militants, nos formateurs sur des thèmes, actions, projets.
- Faciliter et mutualiser des rendez-vous entre
 10. les animateurs du mouvement (administrateurs, responsables de secteurs et de pôles)
 11. entre les formateurs sur le volet formation et le volet vie militante.
- Avec
 13. des temps de formation communs
 14. du partage d'outils et de pratiques
 15. l'appui du réseau national, en favorisant le transfert de compétences des copains des deux îles adaptés au contexte de l'océan indien.
- Mettre en place un des modules de nos connaissances de nos sociétés respectives. Et des échanges sur les problématiques communes, sur notre identité (c'est quoi être CEMEA dans le contexte de l'océan indien, etc,...)

Secteurs Animation et École/Culture

- Accueillir des groupes de jeunes mahorais à la Réunion (Kolo Z'ados à partir de mai 2018 - pendant le festival Leu Tempo)
- Organiser un ou des séjours de jeunes mixtes à Mayotte à partir de 2019 autour de la découverte de l'île et de sa culture.
- Échanger des actions communes pour faciliter et préparer à la mobilité.
- Renforcer la collaboration sur les échos du FFE entre nos 2 AT.

Secteur Social - Jeunes

- Travailler sur le FEJ Apdom5 – avec un séminaire à Mayotte co organisé par le réseau international animé par Joelle Bordet.
- Mettre en place et co-animer le projet européen de zone
- Mutualiser la venue d'intervenants lorsque nous en invitons ou co invitations lors de journées d'études et séminaires

Formation

- Réfléchir à un accès facilité et adapté au DEJEPS pour des Mahorais
- Accueillir des stagiaires Réunionnais à Mayotte
- Poursuivre notre travail sur le BAFA et BAFD, sur le BPJEPS , pour nous enrichir mutuellement.

Événementiel

- Co-organiser un événement culturel (liés aux camps d'ados ou au FFE ou pas ...) tous les deux ans

Nous avons donc besoin de fiches d'actions et d'une feuille de route issues du projet commun de développement, pour permettre et assurer la coordination et la cohérence globale de nos actions à entreprendre. Pour que des référents par projets et objets soient identifiés.

Un budget annuel et des temps d'échange devront être aussi établis pour planifier au mieux les actions.